

**LA PARTIE ÉCONOMIQUE  
DU DISCOURS-PROGRAMME  
DE LA MAJORITÉ SORTANTE  
SON CARACTÈRE DÉFENSIF,  
CONTRADICTOIRE ET FALLACIEUX**

**PAUL BOCCARA, PHILIPPE HERZOG**

## CARACTERE GENERAL DU DISCOURS DE MESSMER

**Le discours-programme prononcé par Messmer le 7 janvier 1973  
à Provins et approuvé au Conseil des Ministres  
ne constitue pas une véritable contre-offensive :  
il est essentiellement défensif.**

Une véritable contre-offensive supposerait que le pouvoir puisse changer le terrain des objectifs du débat politique. Or, le Premier Ministre prétend répondre aux besoins sociaux nouveaux autant et mieux que le Programme commun. Il se situe entièrement par rapport au Programme commun, dont il va jusqu'à prétendre reprendre certains objectifs partiels. Voir la formule : « Le changement, c'est nous. Le mouvement, c'est nous... », où le pouvoir U.D.R.-indépendant-centriste se défend d'être conservateur et reconnaît l'écho dans le pays des propositions de changement profond contenues dans le Programme commun.

**Structures du discours :** Messmer examine successivement :

— le Programme commun, dont il prétend faire une critique ;  
— le bilan des « réalisations » du régime, puis ses objectifs-promesses pour la prochaine législature, dans les principaux domaines. Cet ordre d'exposition veut donner un style offensif à sa démarche.

A l'inverse, nous allons examiner successivement :

— les promesses de Messmer attestant le caractère défensif de ce discours, quant à l'essentiel ;  
— le bilan fourni par Messmer, sa critique permet d'apprécier la portée véritable des divers objectifs, et les limites ou le caractère fallacieux des promesses lié à la logique du système ;  
— la critique que fait Messmer du Programme commun, qui ne parvient pas à masquer l'existence d'une véritable alternative ;  
— et donc les conclusions pour notre réponse à ce discours-programme et le développement de notre offensive.

### LES PROMESSES

**Des promesses partielles dont certaines sont reprises  
du Programme commun,  
mais dont les moyens de financement ne sont pas précisés**

*Promesses plus ou moins inspirées du Programme :*

● **Crèches :** promesse de 2.000 « crèches et garderies nouvelles ». Le Programme commun prévoit « un effort prioritaire » pour « 1.000 crèches dotées de personnel qualifié ».

Sur ce point, il y a une tentative de surenchère, sous réserve de ce que recouvre la qualification de « garderie » et des

silences sur les moyens de financement (pesant actuellement sur les collectivités). A la manière du supermarché qui casse les prix sur un produit mineur pour faire passer les prix élevés de sa camelote, le discours casse les prix sur les crèches pour mieux faire passer les énormes blancs des promesses.

- **Logements** : objectif de 600.000 logements par an. On n'indique pas l'année à partir de laquelle cet objectif sera réalisé, mais on reconnaît, cependant, que « c'est tout à fait à notre portée ». D'où la reconnaissance en fait de la validité de l'objectif de 700.000 logements par an atteint rapidement dans la prochaine législature, qui est celui du Programme commun.

- **Education nationale** : gratuité des fournitures et transports, pendant la durée de l'obligation scolaire, nationalisation des C.E.S. et C.E.G. d'ici 1978, développement des maternelles avec l'objectif de scolarisation à deux ans, application des lois sur la formation permanente.

Ces mesures, chiffrées au rabais dans les réponses de Messmer à Europe 1 (le 8 janvier) ne reprennent qu'une faible partie de l'ensemble systématique du Programme commun, avec quelques surenchères démagogiques. La grandiloquence sur la formation permanente ne peut masquer les ségrégations sociales maintenues par la loi et les insuffisances graves de son application.

- **Retraites** : retraite à 60 ans avec « le taux de pension perçu actuellement à 65 ans », « avant la fin de législature », avec doublement du minimum-vieillesse.

C'est le recul principal devant la pression du Programme commun et des luttes populaires. Sur deux points cet objectif reste nettement en dessous du Programme commun : la date d'application (prévue pour le début de la législature par le Programme commun) et le taux des pensions (qui dans le Programme commun ne pourront être inférieures au S.M.I.C. réévalué, « et seront rapidement amenées à 75 % du salaire moyen des dix meilleures années »).

*Promesses qui concernent la simple application des programmes en cours :*

- **Autoroutes et téléphones** : continuation de la politique favorisant les groupes privés et n'éliminant pas les pénuries.

- **Equipement rural** : promesse de combler les retards d'exécution des programmes en cours.

**Des objectifs concernant des problèmes cruciaux  
pour les travailleurs sont présentés sous la forme  
la plus vague possible et avec des blancs significatifs**

Salaires, conditions de travail, emploi ; prix, fiscalité, allocations familiales ; régions, transports, petits paysans, petits commerçants.

Sur tous ces points fondamentaux pour les travailleurs, le plus grand vague en règle générale. En particulier, rien sur les 1.000 F par mois, des rodomontades sur l'inflation (« je me suis engagé personnellement... »), au lieu d'une garantie organisée de pouvoir d'achat. On prétend que les salaires des fonctionnaires augmenteront comme ceux du secteur privé. C'est reconnaître les graves retards accumulés, mais annoncer sans doute une intervention accrue du pouvoir pour renforcer le barrage à l'augmentation des salaires du secteur privé.

Les efforts de démagogie en direction des paysans et des commerçants s'inscrivent dans la ligne générale qui consiste à vouloir séparer les problèmes des salariés des autres problèmes populaires (politique familiale, vieux, handicapés).

En réalité, les mêmes contraintes du profit et de l'accumulation monopolistes pèsent sur l'ensemble. Les contradictions des promesses éclatent quand Messmer propose de concilier le développement des grandes surfaces et la protection du commerce indépendant, ou quand il prétend vouloir arrêter l'exode rural, dont il reconnaît qu'il a caractérisé toute la politique du pouvoir jusqu'à présent. Déjà Chirac, prétendant de façon mensongère que le Programme commun ne s'occupait pas des exploitations familiales, avait déclaré en l'espèce : vous allez continuer la politique d'exode rural, accusant lui-même la politique poursuivie depuis de longues années.

**LE BILAN ET LES PERSPECTIVES REELLES  
DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT  
U.D.R.-CENTRISTE**

**Bilan : autosatisfaction et camouflage  
des difficultés de la crise de structure**

Dans le cadre d'une présentation idyllique de la politique poursuivie dans les différents domaines, le morceau de bravoure concerne la croissance : le « ruban bleu de l'expansion ». D'une part, la croissance en question est mesurée depuis 1969 ; donc elle fait silence sur les ralentissements antérieurs dans le cadre du régime, sur l'impulsion des conquêtes de 1968, et sur le fait que 1972 se situe dans le contexte d'une reprise précaire de la croissance à l'échelle du monde capitaliste. Quant à la compétitivité actuelle de nos produits, Messmer oublie de rappeler

qu'elle est largement due aux effets provisoires de la dévaluation du franc de 1969 et de celle déguisée de fin 1971. Ces dévaluations ont amputé le franc d'environ 20 % et ont favorisé les prises de contrôle étrangères de l'industrie française. D'autre part et surtout, cette croissance est caractérisée par une accélération de l'inflation (nous atteignons le ruban bleu de l'inflation), de ses injustices et de ses gâchis, par un chômage massif et diversifié que la croissance ne résorbe pas du tout, des déséquilibres régionaux aggravés, sans parler de la dégradation des conditions de vie et de travail. Messmer a le culot d'évoquer uniquement à propos de l'emploi la progression rapide des offres, ou à propos de développement des régions, de concéder : « tout n'est pas parfait ». Le bilan parle publiquement de la part du produit national brut consacrée à la recherche. Cela lui permet de cacher la grave régression de cette part, évidente dans le budget 1973, où elle fait un bond en arrière de dix ans.

Le bilan réel du pouvoir confirme que les blancs des promesses concernant les problèmes cruciaux des travailleurs correspondent, effectivement, à une incapacité du régime de les résoudre.

### **Perspectives réelles offertes par le pouvoir**

C'est d'une part le renforcement de la même politique avec la non réalisation des promesses vagues, concernant des choses aussi importantes que les salaires, le pouvoir d'achat, l'emploi, les régions, les équipements sociaux. D'autre part, c'est la possibilité de lâcher quelques réalisations « sociales », mais sans aucune garantie et au prix d'un freinage renforcé du pouvoir d'achat des salariés et des autres couches populaires. Ce n'est pas par hasard si Pompidou, dans sa conférence de presse, alors que tous les experts reconnaissent le rôle écrasant des coûts capitalistes à propos de l'inflation, a accusé encore une fois la dépense excessive des Français. On escompte en fait les plus-values de l'inflation — pesant sur les revenus et les épargnes populaires — bien plus que les « plus-values de la croissance » pour financer celles des promesses partielles qui pourraient être tenues.

L'analyse des contradictions et des trous du bilan et des promesses révèle, en définitive, la domination de l'économie par les exigences plus intolérables que jamais de l'accumulation et du profit monopolistes, baptisées « exigences de l'équilibre », par le ministre de l'inflation contre le peuple, Valéry Giscard d'Estaing.

### **LA « CRITIQUE » DU PROGRAMME COMMUN**

La « critique » que fait Messmer du Programme commun confirme l'opposition qui existe effectivement entre la logique économique du régime et celle du Programme commun.

**Critique selon laquelle les mesures du Programme,  
en particulier sur la fiscalité,  
décourageront l'épargne de s'investir et empêcheront  
le développement prioritaire des investissements**

C'est le thème du « suicide économique ». Avec cette critique, Messmer reconnaît que ce qui domine c'est l'accumulation, et non pas la satisfaction des besoins. Il passe sous silence la transformation fondamentale résultant du seuil minimum de nationalisations concernant le problème de l'incitation à l'investissement (nationalisations industrielles), des sources de l'investissement (nationalisations industrielles et bancaires), de l'élimination des gaspillages de l'accumulation, et des conditions nouvelles de productivité.

**Critique selon laquelle « l'économie tout entière...  
serait directement entre les mains de l'Etat et de sa bureaucratie »**

Il faut rappeler que moins de 1 % des entreprises sont nationalisées, bien qu'elles concernent plus de la moitié de l'investissement productif. Loin de constituer un élément de renforcement de l'autoritarisme étatique, ces nationalisations permettent de développer une gestion et une planification véritablement démocratiques.

En réalité, toutes les dispositions détaillées du Programme commun sur les droits des travailleurs dans les entreprises, sur l'autonomie de gestion dans les entreprises publiques, sur la participation démocratique à la planification nationale, sont passées sous silence. Messmer fait grand cas de la « participation » sous la forme de l'application de l'ordonnance sur l'intéressement. Il reconnaît lui-même dans son bilan que, pour la partie des salariés qui en bénéficient, la progression de cette participation aboutit à distribuer quelques centaines de francs par an par travailleur. Cette augmentation dérisoire de salaire (en moyenne 50 francs par mois), alors même qu'on lutte contre l'augmentation dudit salaire, prétend rivaliser avec la participation démocratique à la gestion au niveau de l'entreprise, de la région, de la nation, organisée par le Programme commun !

Quant aux prétendues « spoliations » des nationalisations, les allégations de Messmer ignorent délibérément les dispositions du Programme commun garantissant l'indemnisation et les droits des petits et moyens porteurs.

**NOTRE REPOSE AU DISCOURS-PROGRAMME  
DE LA MAJORITE SORTANTE :  
LE DEVELOPPEMENT DE NOTRE OFFENSIVE  
SUR LE PROGRAMME COMMUN  
ET SA NOUVELLE LOGIQUE ECONOMIQUE**

Malgré les apparences d'offensive du discours-programme de Messmer, le pouvoir est bien fondamentalement sur la défensive. C'est pourquoi la meilleure réponse consiste à développer notre campagne pour populariser les changements véritables et profonds organisés par le Programme commun.

**Faire connaître largement et avec précision  
la prise en compte par le Programme commun  
des besoins populaires et nationaux**

Nous montrons le caractère complet et systématique des objectifs sociaux du Programme commun, tant à l'intérieur de chaque domaine, comme l'éducation par exemple, que par la prise en compte conjointe des différentes composantes de la vie sociale (emploi, revenus, temps libre, équipements...). Nous montrons comment, loin d'opposer les grandes revendications des salariés à celles des familles, des personnes âgées, ou des petits exploitants, le Programme commun se fonde sur la complémentarité nécessaire de ces revendications, souvent à l'intérieur des mêmes familles populaires, et sur leur opposition avec la domination du grand capital à l'échelle nationale.

Messmer, à défaut de « vivre mieux, changer la vie », promet le « changement » et le « bonheur pour tous » avec quelques promesses de réalisations ponctuelles spectaculaires et d'énormes vides.

**La condition de la réponse effective aux besoins populaires :  
le franchissement du seuil minimum de nationalisations  
permettant la mise en œuvre d'une nouvelle logique économique**

Les idées sur la nouvelle logique commencent à émerger, comme le montre entre autres, la défense embarrassée de Paul Fabra commentant le discours de Messmer dans « Le Monde » du 9 janvier 1973, et faisant explicitement référence à la « nouvelle logique » à propos du rapport entre croissance et satisfaction des besoins.

Il ne s'agit pas simplement de passer de la logique du profit à la logique des besoins.

D'une part, ce qui domine notre société en crise, ce n'est pas seulement l'exigence de profit, mais celle de l'accumulation. Celle-ci répond de moins en moins aux nécessités de l'investissement techniquement nécessaire et se résoud de plus en plus en gaspillages plus ou moins spéculatifs.

D'autre part, il faut remplacer la domination de la production par l'accumulation monopoliste, par de nouvelles conditions du développement de la productivité au niveau du secteur public étendu comme à l'échelle de la planification nationale. La satisfaction de tous les besoins populaires urgents permet également le développement des capacités des travailleurs, le développement de l'emploi productif, et l'expansion des débouchés, gages d'une croissance d'un type nouveau.

Cette nouvelle logique n'est pas volontariste. Non seulement, elle respecte les contraintes objectives d'une cohérence nouvelle, mais répondant aux aspirations des travailleurs, elle répond aux exigences de la révolution scientifique et technique et permet la solution à toutes les difficultés sociales de la crise du système.

Au contraire, les perspectives ouvertes par le discours de Messmer, tout en confirmant l'urgence des besoins et en reconnaissant au fond les grandes capacités objectives d'adaptation de l'économie française, sont celles de la poursuite de la politique qui a conduit aux désordres et aux gaspillages dont le symbole est l'accélération récente de l'inflation. Ces perspectives sont celles de réalisations sociales très partielles et récupérées par le régime au bénéfice d'un renforcement de la domination des monopoles. Elles sont celles de l'insatisfaction aggravée des aspirations les plus fondamentales de toutes les catégories des travailleurs et de toutes les couches populaires.